

REGISTER NUMBER: 450

NOTIFICATION FOR PRIOR CHECKING

Date of submission: 06/01/2009

Case number: 2009-011

Institution: Commission européenne

Legal basis: article 27-5 of the regulation CE 45/2001⁽¹⁾

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATION TO BE GIVEN⁽²⁾

(2) Please attach all necessary backup documents

1/ Name and adress of the controller

2) Name and First Name of the Controller: CLAEYS BOUUAERT Donatienne

3) Title: Head of Unit

4) Directorate, Unit or Service to which the Controller is attached: B.4

5) Directorate General to which the Controller is attached: SG

2/ Organisational parts of the institution or body entrusted with the processing of personal data

26) External Company or Directorate General to which the Processor is attached:

25) External Company or Directorate, Unit or Service to which the Processor is attached:

3/ Name of the processing

Gestion des informations transmises par l'OLAF dans le cadre du Memorandum of Understanding

4/ Purpose or purposes of the processing

Traiter les informations reçues conformément aux exigences découlant des bases légales mentionnées au point 11.

Nécessité pour la Commission d'être informée en temps utile et de manière appropriée des enquêtes internes de l'OLAF afin de prendre les mesures nécessaires à la protection de ses intérêts financiers et de sa réputation.

5/ Description of the category or categories of data subjects

14) Data Subject(s) concerned:

Membres et anciens membres du personnel de la Commission.

16) Category(ies) of Data Subjects:

Membres et anciens membres du personnel de la Commission.

6/ Description of the data or categories of data (including, if applicable, special categories of data (article 10) and/or origin of data)(including, if applicable, special categories of data (article 10) and/or origin of data)

17) Data field(s) of Data Subjects:

Attention: Please indicate and describe in the answer to this question also data fields which fall under article 10

Nom, grade et nature du lien avec la Commission (statutaire, contractuel?) de la personne concernée par l'enquête. Données relatives à l'objet de l'enquête.

18) Category(ies) of data fields of Data Subjects:

Attention: Please indicate and describe in the answer to this question also categories of data fields which fall under article 10

Identification de la personne concernée par l'enquête. Données relatives à l'objet de l'enquête.

7/ Information to be given to data subjects

15a) Which kind of communication(s) have you foreseen to inform the Data Subjects as described in articles 11 - 12 under 'Information to be given to the Data Subject'

C'est à l'OLAF qu'il appartient d'informer la personne concernée par une enquête en vertu et dans les conditions des articles 4 et 5 de la décision 1999/396/CE/CECA, Euratom du 2 juin 1999 relative aux conditions et modalités des enquêtes internes en matière de lutte contre la fraude, la corruption et toute activité illégale préjudiciable aux intérêts des Communautés. Cette décision prévoit que dans des cas nécessitant le maintien d'un secret absolu aux fins de l'enquête et exigeant le recours à des moyens d'investigation relevant de la compétence d'une autorité judiciaire nationale, l'obligation d'inviter le membre, le fonctionnaire ou l'agent de la Commission à s'exprimer peut être différée en accord avec, respectivement, le président de la Commission ou le secrétaire général de celle-ci.

Le Secrétariat Général n'informe la personne concernée en aucune circonstance.

Pour plus d'informations, le lien ci-dessous permet d'accéder à la notification des enquêtes que l'OLAF a publiée dans son registre:

http://ec.europa.eu/anti_fraud/dataprotectionofficer/register/index.cfm?TargetURL=D_REGISTER

8/ Procedures to grant rights of data subjects (rights of access, to rectify, to block, to erase, to object)(rights of access, to rectify, to block, to erase, to object)

15b) Which procedure(s) did you put in place to enable Data Subjects to exert their rights: access, verify, correct, etc., their Personal Data as described in articles 13 - 19 under 'Rights of the Data Subject' :

Ces procédures sont de la responsabilité de l'OLAF, en tant qu'entité responsable des enquêtes internes.

9/ Automated / Manual processing operation

7) Description of Processing:

Attention: Please describe in the answer to this question if you process personal data falling under article 27 "Prior-Checking (by the EDPS - European Data Protection Supervisor)"

Réception, conservation et/ou transmission et utilisation par l'unité SG.B4 d'informations relatives aux enquêtes internes conduites par l'OLAF.

Conservation et/ou utilisation de ces mêmes informations par les Directions Générales concernées par l'enquête de l'OLAF.

Les informations sont utilisées pour prendre le cas échéant des décisions de gestion ayant pour but de protéger les intérêts financiers et/ou la réputation de la Commission.

Ce traitement, du fait de sa nature, de sa portée et de ses finalités (traitement de données relatives à des suspicions et infractions) appelle un contrôle préalable du Contrôleur européen à la protection des données conformément à l'article 27 du règlement 45/2001.

8) Automated Processing operation(s):

Non

9) Manual Processing operation(s):

Constitution, mise à jour et archivage de dossiers papier et tenue d'un tableau Excel reprenant la liste des enquêtes internes et les informations principales les concernant. Les documents versés au dossier (papier) sont les documents envoyés par OLAF et ceux établis par la SG/B/4 grâce à des systèmes de traitement de texte.

10/ Storage media of data

Concernant la SG/B4:

- Sur support papier : dossiers individuels reprenant tous les documents reçus et envoyés classés par enquête interne, conservés dans un local fermé à clef et dont l'accès est restreint aux personnes habilitées ayant besoin d'en connaître, dans une armoire fermée à clef, l'accès à l'armoire et à la clef étant contrôlé.

- Sur support électronique (disque dur crypté à l'aide du système Lancrypt) : notes envoyées à l'OLAF et notes de transmission aux Commissaires et Directeurs-Généraux concernés; tableau Excel (protégé par mot de passe) reprenant les différentes enquêtes internes qui ont été notifiées à la Commission par l'OLAF.

11/ Legal basis and lawfulness of the processing operation

11) Legal basis of Processing:

Règlements (CE) n° 1073/99 et 1074/99:

Article 4, paragraphe 5, premier alinéa,

Article 9, paragraphe 4 et

Article 10, paragraphe 3

Décision de la Commission du 2 juin 1999 (1999/396/CE/CECA, Euratom)

Articles 4 et 5

Memorandum of Understanding organisant l'échange d'informations entre l'OLAF et la Commission au sujet des enquêtes internes de l'OLAF au sein de la Commission, adopté le 23 juillet 2003 par la Commission (SEC (2003) 871 consolidé - 14 août 2003).

La proposition de règlement modifiant le règlement 1073/99 relatif aux enquêtes effectuées par l'OLAF va dans le sens d'un renforcement du niveau de protection des données personnelles et, de l'avis même du Contrôleur Européen de la Protection des Données, elle constitue une amélioration par rapport au cadre juridique existant.

12) Lawfulness of Processing:

Answering this question please also verify and indicate if your processing has to comply with articles 20 "Exemptions and restrictions" and 27 "Prior checking (by the EDPS)"

Article 5(a) du règlement 45/2001.

Ce traitement, du fait de sa nature, de sa portée et de ses finalités (traitement de données relatives à des suspicions et infractions) appelle un contrôle préalable du Contrôleur européen à la protection des données conformément à l'article 27 du règlement 45/2001.

12/ The recipients or categories of recipient to whom the data might be disclosed

20) Recipient(s) of the Processing:

Le personnel en charge du traitement de l'information au sein de l'unité responsable au SG et sa hiérarchie.

En outre, le MoU précise à quels Commissaires et à quels Directeurs généraux le SG doit transmettre ces informations:

- en cas d'ouverture d'une enquête, le Commissaire responsable et le Directeur général concerné;
- en cas de transmission d'informations en cours d'enquête, transmission d'informations aux autorités judiciaires nationales, ou de clôture et transmission du rapport final, le Commissaire responsable et le directeur général concerné, plus les commissaires chargés du personnel et de l'administration ainsi que du budget.

En cas d'information sur une intervention dans les locaux de la Commission: à classer par le SG, pas de transmission.

21) Category(ies) of recipients:

Les Commissaires et les Directeurs généraux mentionnés au point 20.

13/ retention policy of (categories of) personal data

Le SG a calqué sa durée de conservation sur l'OLAF en vue de pouvoir assurer le suivi et la cohérence dans ce domaine.

Sur base de la "Liste commune de conservation des dossiers au niveau de la Commission" (SEC(2007)970), le délai de conservation des documents OLAF est de 20 ans.

13 a/ time limits for blocking and erasure of the different categories of data (on justified legitimate request from the data subject) (Please, specify the time limits for every category, if applicable)
(on justified legitimate request from the data subject)
(Please, specify the time limits for every category, if applicable)

22 b) Time limit to block/erase data on justified legitimate request from the data subjects

14/ Historical, statistical or scientific purposes

If you store data for longer periods than mentioned above, please specify, if applicable, why the data must be kept under a form which permits identification,

22 c) Historical, statistical or scientific purposes - If you store data for longer periods than mentioned above, please specify, if applicable, why the data must be kept under a form which permits identification

Sans objet.

15/ Proposed transfers of data to third countries or international organisations

27) Legal foundation of transfer:

Only transfers to third party countries not subject to Directive 95/46/EC (Article 9) should be considered for this question. Please treat transfers to other community institutions and bodies and to member states under question 20.

Sans objet

28) Category(ies) of Personal Data or Personal Data to be transferred:

Sans objet

16/ The processing operation presents specific risk which justifies prior checking (please describe): *(please describe)*:

7) Description of Processing:

Attention: Please describe in the answer to this question if you process personal data falling under article 27 "Prior-Checking (by the EDPS - European Data Protection Supervisor)"

Réception, conservation et/ou transmission et utilisation par l'unité SG.B4 d'informations relatives aux enquêtes internes conduites par l'OLAF.

Conservation et/ou utilisation de ces mêmes informations par les Directions Générales concernées par l'enquête de l'OLAF.

Les informations sont utilisées pour prendre le cas échéant des décisions de gestion ayant pour but de protéger les intérêts financiers et/ou la réputation de la Commission.

Ce traitement, du fait de sa nature, de sa portée et de ses finalités (traitement de données relatives à des suspicions et infractions) appelle un contrôle préalable du Contrôleur européen à la protection des données conformément à l'article 27 du règlement 45/2001.

12) Lawfulness of Processing:

Answering this question please also verify and indicate if your processing has to comply with articles 20 "Exemptions and restrictions" and 27 "Prior checking (by the EDPS)"

Article 5(a) du règlement 45/2001.

Ce traitement, du fait de sa nature, de sa portée et de ses finalités (traitement de données relatives à des suspicions et infractions) appelle un contrôle préalable du Contrôleur européen à la protection des données conformément à l'article 27 du règlement 45/2001.

Article 27.2.(a) Processing of data relating to health and to suspected offences, offences, criminal convictions or security measures,

Article 27.2.(a) Processing of data relating to health and to suspected offences, offences, criminal convictions or security measures,

Article 27.2.(b) Processing operations intended to evaluate personal aspects relating to the data subject,

n/a

Article 27.2.(c) Processing operations allowing linkages not provided for pursuant to national or Community legislation between data processed for different purposes,

n/a

Article 27.2.(d) Processing operations for the purpose of excluding individuals from a right, benefit or contract,

n/a

Other (general concept in Article 27.1)

n/a

17/ Comments

1) Date of submission:

10) Comments if applicable:

Non.

36) Do you publish / distribute / give access to one or more printed and/or electronic directories?

Personal Data contained in printed and/or electronic directories of users and access to such directories shall be limited to what is strictly necessary for the specific purposes of the directory.

If Yes, please explain what is applicable.

no

37) Complementary information to the different questions if applicable, including attachments to this notification which should not be public :

Ci-joint les formulaires utilisés par l'OLAF pour informer le SG.

PLACE AND DATE:06/01/2009

DATA PROTECTION OFFICER: RENAUDIERE Philippe

INSTITUTION OR BODY:European Commission